



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

La jurisprudence de la Cour

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu le 23 octobre des arrêts relatifs aux monopoles d'importation d'électricité et de gaz (présenté dans *NOUVELLES-NEWS-EUROPE* n°12-13) et au monopole d'Etat de vente de l'alcool en Suède.

En 1994, la Commission européenne avait demandé à la Cour de Justice de condamner les Pays-Bas, l'Italie, la France et l'Espagne, pour les systèmes respectifs de monopole national d'importation / exportation d'électricité (et de gaz, en ce qui concerne la France). La Cour a d'abord considéré que les droits exclusifs d'importation et d'exportation entravent la libre circulation, affectent directement les conditions de débouchés et les conditions d'approvisionnement des opérateurs des autres Etats membres et sont donc contraires à l'article 37 du traité. Cependant la **Cour a rejeté les recours de la Commission**. Les Etats ont en effet justifié leur législation respective en s'appuyant sur l'article 90-2 qui - sous réserve de ne pas affecter le développement des échanges communautaires - exonère du respect des règles du traité les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, lorsque ces règles empêcheraient l'accomplissement de leur mission particulière, dans des conditions économiquement acceptables. La Commission "n'a pas tenu compte des particularités des systèmes nationaux et s'est limitée à des considérations d'ordre exclusivement juridique, sans donner le fondement de ses arguments". Par ailleurs, la Commission "n'a pas démontré que la réglementation sur les droits exclusifs d'importation et d'exportation a des répercussions négatives sur le développement des échanges communautaires".

Pour ce qui concerne le monopole public de la vente d'alcool en Suède, la Cour a reconnu qu'"en visant la **protection de la santé publique** contre les méfaits de l'alcool, un monopole national de vente au détail des boissons alcoolisées poursuit un **objectif d'intérêt public**" et n'est pas contraire au traité.

Après les arrêts Corbeau de 1993, Almelo de 1994 et sur le financement de la Poste en France de février 1997, la Cour de Justice continue dans la **définition progressive d'une jurisprudence** qui reconnaît que les services d'intérêt général peuvent relever d'**autres objectifs, missions et formes d'organisation** que les lois générales de la concurrence. Elle complète ainsi les dispositions de l'article 7D du traité d'Amsterdam.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Institutions européennes

* La **Direction générale XI** (environnement, sécurité nucléaire et protection civile) a publié ses priorités et objectifs : 1) l'intégration des préoccupations environnementales au sein d'autres politiques telles que l'agriculture, l'industrie, le transport, l'énergie, le tourisme et la politique régionale ; 2) l'élargissement de la gamme des instruments autres que juridiques ; 3) l'amélioration et le renforcement de la mise en oeuvre de la législation ; 4) l'amélioration des politiques d'information ; 5) le développement d'un rôle de premier plan sur la scène internationale.

The Court's Jurisprudence

The European Court of Justice published its decision relative to electricity and gas importation monopolies (presented in *NOUVELLES-NEWS-EUROPE*, No.12-13) on 23 October, and concerning the State monopoly of the sale of alcohol in Sweden.

In 1994, the European Commission asked the Court of Justice to condemn the Netherlands, Italy, France and Spain for their respective monopoly systems for the importation/exportation of electricity (and gas in the case of France). At first, the Court considered that exclusive importation rights were an infringement of the free movement of goods, affecting the outlets and supplies of operators from other Member States, and so being contrary to Article 37 of the Treaty. However, **the Court has rejected the complaint of the Commission**. Indeed, the States were able to justify their respective legislation based on Article 90-2 which exonerates enterprises charged with managing economic services of general interest from Treaty regulations (provided that the development of Community trade is not hindered) when these regulations prevent such enterprises from carrying out their special functions, under economic conditions that are acceptable. The Commission "**has not taken into account the particularities of national systems and has based its views only on legal technicalities without providing the foundations for its arguments**". Furthermore, the Commission "**has not proved** that regulations over exclusive import and export rights have negative consequences for the development of Community trade".

As for the monopoly on the sale of alcohol in Sweden, the Court recognises that "a national monopoly for retail sales in alcoholic drinks, in order **to protect public health** against the dangers of alcohol, constitutes **the pursuit of a public interest objective**", and so is not contrary to the Treaty.

In the wake of the Corbeau decision in 1993, of Almelo in 1994, and that of the financing of the French Post Office in February 1997, the Court has continued its **progressive definition of jurisprudence**, which recognises that general interest services may follow from **objectives, missions and organisational forms** other than general market forces. Hence the Court is completing the measures of Article 7D of the Amsterdam Treaty.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

European Institutions

* The **Directorate General XI** (environment, nuclear security and civil protection) has published its priorities and objectives: 1) the integration of environmental preoccupations into other policies relating to agriculture, industry, transport, energy tourism and regional policy; 2) the enlargement of the range of non-legal instruments; 3) the improvement and reinforcement of legislation; 4) the improvement of information; 5) the development of a front-stage, international role.

La Commission - DG VII - souhaite redéfinir les obligations du service public dans les transports terrestres

La **Direction générale VII** a l'intention de réexaminer les règlements relatifs aux **services publics dans les transports terrestres de passagers** (règlement CEE n° 1191/69 modifié par le règlement n° 1893/91). Sont concernés les transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

Un **questionnaire** a été envoyé en août aux Etats-membres, pour faire le point dans chaque pays du contenu et de la mise en oeuvre des obligations de services publics et un groupe de consultants dirigés par N.E.A. (Pays-Bas) a été chargé d'analyser la situation chez les 15.

La DG VII a également mis en place deux autres **groupes d'étude**. Un porte sur la tarification de l'infrastructure ferroviaire, l'autre sur l'allocation des capacités d'infrastructures ferroviaires. L'objectif est d'introduire la concurrence dans le secteur du transport terrestre, conformément au Livre blanc sur les chemins de fer.

Le Traité d'Amsterdam, avec l'article 7D (voir n°7 de Nouvelles-News-Europe), vient de reconnaître l'importance des services d'intérêt général pour la construction européenne. Logiquement, ces initiatives d'études de la DG VII devraient, donc, renforcer la notion de service public dans les transports.

Marchés publics

La Commission, lors du dernier comité consultatif des "marchés publics", a confirmé son intention de proposer un **programme d'action** à la fin de 1997. Elle présentera les grandes lignes de ce programme lors d'un séminaire les 8 et 9 décembre prochains.

Environnement

La Commission européenne a proposé une directive établissant des **valeurs limites de concentration** dans l'air ambiant de dioxyde de soufre (SO₂), oxydes d'azote (NO_x), particules diverses et plomb. Ce projet de directive est aussi important pour la santé humaine (elle constitue un élément de réponse aux nombreux problèmes respiratoires rencontrés notamment dans les grands centres urbains), que pour la protection de l'environnement rural (écosystèmes) et urbain (protection du patrimoine architectural). Des dates butoir ont été fixées pour atteindre les objectifs définis allant de 2005 pour le dioxyde de soufre et le plomb, à 2010 pour le dioxyde d'azote et les particules.

Initiatives

Séminaire européen Le logement : domaine d'intérêt général européen ? Jeudi 11 et vendredi 12 décembre 1997, Parlement européen, Bruxelles. **Renseignements et inscriptions** : CELSIG, 66 rue de Rome, F - 75008 Paris. Tel (33-1) 40 42 50 24. Fax (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr

Cinq questions essentielles feront l'objet des **séances de travail** du séminaire :

- 1/ Quelles politiques du logement ?
- 2/ Quels rôles pour les différentes institutions locales, régionales, nationales et européennes ?
- 3/ Comment garantir à tous, dans la pratique, l'accès au logement ?
- 4/ Quel rôle des différents opérateurs ?
- 5/ Quels rapports entre logement et intérêt général ? Logement et cohésion économique et sociale. Logement et développement urbain.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

The Commission - DG VII - hopes to redefine its public service obligations in land transport

The **Directorate General VII** intends to re-examine the regulations relating to **public services in passenger land transport** (regulation CEE No 1191/69, modified by regulation No 1893/91), covering rail, road and waterway transport.

A **questionnaire** was sent to Member States in August to check (for each country) the contents of the implementation of obligations relating to public services and a group of consultants led by N.E.A. (the Netherlands) has been asked to analyse the situation in the EU15.

The DG VII has also set up **two study groups**: one to examine fares and rail infrastructure, the other to look at the distribution of rail infrastructure. The objective is to introduce competition into the land transport sector, in accordance with the White Paper on Railways.

The Amsterdam Treaty, in Article 7D (see No 7 of *NOUVELLES-NEWS-EUROPE*) has recognised the importance of general interest services in constructing Europe. Logically, these studies undertaken by DG VII should therefore reinforce public services in transport.

Public procurement

At the last meeting of the "public procurements" committee, the Commission reiterated its intention of putting forward an **action programme** by the end of 1997. It will present the major points of this programme at a seminar on the 8 and 9 December next.

The Environment

The European Commission has put forward a directive establishing **maximum values for the concentration** of air pollution with respect to sulphur dioxide (SO₂), nitrogen oxides (NO_x), as well as for lead and other particles. The directive proposal is also important for human health (it constitutes a certain response to numerous respiratory problems experienced in large urban centres in particular), for the rural environment (eco-systems) and for urban areas (protection of architectural heritage). Deadline dates have been set to attain definite objectives, stretching from 2005 (for sulphur and lead), to 2010 (for nitrogen oxide and other particles).

Initiatives

European seminar: Is housing an Area of European General Interest ? Thursday 11th and Friday 12th December 1997, European Parliament, Brussels. **Information and enrolments**: CELSIG, 66 rue de Rome, F-75008 Paris. Tel: (33-1) 40 42 50 24. Fax (33-1) 01 40 42 13 78. E-mail: celsig@worldnet.fr

Five essential questions will be the subjects of **working sessions** during the seminar:

- 1/What is housing policy to be?
- 2/What roles should the various local, regional, national and European institutions play?
- 3/How is the right to access to housing for all to be guaranteed in practice?
- 4/What are the roles of the different operators in the sector?
- 5/What is the relationship between housing and the general interest? Housing and economic and social cohesion. Housing and urban development.

To help circulate news rapidly, please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.